STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immediate : 8 mars 2012

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE UNE NOUVELLE INITIATIVE AU NIVEAU DE L'ETAT POUR ELIMINER LES MEDECINS ESCROCS DU REGIME D'ASSURANCE SANS EGARD A LA FAUTE DE L'ETAT ET FERMER LES PRATIQUES MEDICALES

Une nouvelle législation permet au DSF d'éliminer des médecins du régime d'assurance sans égard à la faute s'ils trichent avec le système.

Sans licences de médecins, les pratiques médicales frauduleuses seront contraintes de fermer.

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui une initiative au niveau de l'état pour faire cesser les fraudes des médecins et fermer les pratiques médicales qui sont un fléau pour le système de paiement des assurances sans égard à la faute de l'Etat de New York et coûtent aux New Yorkais des centaines de millions de dollars en frais d'assurance.

Sur les instructions du Gouverneur, le Département des Services financiers (Department of Financial Services – DSF) émet une nouvelle règlementation qui lui permettra d'interdire les médecins qui s'engagent dans des pratiques frauduleuses et trompeuses de participer au régime d'assurance sans égard à la faute. La règlementation s'appuie sur une loi de 2005 qui donne au DSF le pouvoir de règlementer la participation des médecins au régime d'assurance sans égard à la faute.

Au-travers d'audits ainsi que des informations des forces de l'ordre et des compagnies d'assurance, le DSF a déjà identifié 135 prestataires médicaux dont les pratiques de facturation ont soulevé des questions concernant des fraudes possibles liées à l'assurance sans égard à la faute. Dans le cadre d'une enquête en cours, des courriers ont été envoyés à tous les 135 prestataires médicaux leur demandant des informations. L'omission de répondre aux courriers peut automatiquement conduire à l'élimination du prestataire médical du régime d'assurance sans égard à la faute.

« L'état n'a aucune tolérance pour les prestataires médicaux ou les médecins qui escroquent le système », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Cela touche tous les New Yorkais parce que nous en payons tous les conséquences avec des primes d'assurance plus élevées, et c'est pourquoi j'ai demandé au Département des Services financiers de prendre cette initiative. Je félicite le Superintendant Lawsky

et l'équipe du DSF pour leur engagement dans cette enquête et j'espère traduire ces prestataires de soins médicaux en justice. »

Le Superintendant Lawsky a déclaré : « Plutôt que de s'occuper des victimes d'accidents automobiles, ces médecins et d'autres prestataires de santé s'engagent dans des escroqueries, extorquant des millions de dollars aux compagnies d'assurance chaque année. Leurs manœuvres illégales sont également directement responsables de l'augmentation des primes d'assurance pour tous. Nous allons leur demander de rendre des comptes et les écarter du régime d'assurance sans égard à la faute. »

Une enquête du DSF a apporté la preuve de médecins et autres praticiens dispensant des traitements non nécessaires aux victimes d'accidents automobiles ainsi que de médecins louant leur numéro d'identification fiscal à des pratiques médicales frauduleuses qui soumettent des fausses factures aux compagnies d'assurance. Sans les médecins, ces manœuvres ne peuvent pas fonctionner.

Le plan comprend deux parties :

- Emettre une nouvelle règlementation permettant au DSF d'interdire aux médecins qui s'engagent dans des pratiques frauduleuses et trompeuses de participer au régime d'assurance sans égard à la faute.
- Envoyer des courriers aux 135 prestataires médicaux déjà identifiés, dont les pratiques de facturation ont soulevé des questions concernant des fraudes possibles au régime d'assurance sans égard à la faute, et demandant des informations sur leur structure d'entreprise, les demandes de paiement, et la participation directe des médecins dans la pratique. Les prestataires recevront des instructions pour compléter et retourner le formulaire au DSF dans les 14 jours après réception de l'avis. L'agence utilisera les réponses pour enquêter sur leurs pratiques de facturation dans le cadre du régime d'assurance sans égard à la faute et déterminera si les prestataires sont les véritables propriétaires et opérateurs de leurs structures. Tout prestataire qui refusera de répondre aux courriers du DSF peut se voir interdire de participer au régime d'assurance sans égard à la faute.

La règlementation stipule que le DSF devra envoyer une liste des prestataires médicaux soupçonnés de fraude dans le cadre du régime d'assurance sans égard à la faute aux Départements de la Santé (Department of Health – DOH) et de l'Education de l'Etat (State Education Department – SED) pour révision. Le DSF organisera les audiences. Les prestataires qui auront violé la loi seront interdits de participer au régime d'assurance sans égard à la faute. Dans certains cas, le DOH et le SED peuvent révoquer toutes les licences médicales et les forces de l'ordre décider si des poursuites criminelles doivent être engagées.

Les abus criminels endémiques du régime d'assurance automobile sans égard à la faute de New York ont conduit à des augmentations des primes d'assurance pour les consommateurs. Actuellement, l'Etat de New York a les quatrièmes taux d'assurance automobile les plus élevés de la nation. Ces taux exorbitants sont dûs, en grande partie, à la fraude au régime d'assurance sans égard à la faute de New York.

French

La loi sur l'assurance sans égard à la faute a été conçue pour diminuer les primes d'assurance et faciliter l'accès des victimes d'accidents automobiles aux traitements médicaux, indépendamment des responsabilités. Normalement, les assureurs du régime d'assurance sans égard à la faute paient les prestataires médicaux directement, en supposant qu'un médecin agréé a dispensé les soins et que le traitement était nécessaire.

L'Avocat de District de Manhattan, Cyrus R. Vance, Jr., a déclaré : « Mon bureau a vu des fraudes et des abus en masse résultant du régime d'assurance sans égard à la faute de l'état, qui ont contribué à générer des taux d'assurance automobile exorbitants pour les New Yorkais. Par exemple, nous avons poursuivi avec succès les membres d'un grand réseau médical appelé le Groupe St Nicholas (St. Nicholas Group), qui a déduit des millions de dollars de réclamations frauduleuses. Je remercie le Gouverneur Cuomo pour ses efforts à ce que les criminels cessent de profiter de notre régime d'assurance sans égard à la faute. »

Le Sénateur James L. Seward, Président de la Commission sur l'assurance du Sénat, a déclaré : « Je félicite le Superintendant Lawsky et suis prêt à le soutenir dans son combat pour réprimer les fraudes au régime d'assurance sans égard à la faute et punir les criminels qui profitent de ces manœuvres illégales. Activer cet outil puissant pour révoquer les médecins qui trichent avec le système était souhaitable depuis longtemps. J'ai parrainé cette réforme en 2005 et je suis heureux que le Superintendant prenne des mesures pour la mettre en œuvre – pour aider à combattre la fraude et garder les taux d'assurance sous contrôle. »

Le Député Joseph D. Morelle, Président de la Commission sur l'assurance de l'Assemblée, a déclaré : « Chaque année, la fraude à l'assurance automobile coûte inutilement aux New Yorkais des millions de dollars. Je félicite le Gouverneur Cuomo et le Superintendant Lawsky pour leur engagement à mettre fin à la fraude à l'assurance automobile dans notre état et pour traduire les prestataires médicaux sans scrupules en justice. »

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

French